

NUCLÉAIRE : en sortir vite, le décider maintenant !

La catastrophe nucléaire de Fukushima, survenue dans un pays ultradéveloppé et de haute technicité, met à mal de façon définitive et indiscutable le mythe de la sûreté et de la sécurité nucléaires. Elle est d'autant plus inquiétante que, contrairement à Tchernobyl et à Three Mile Island (USA), elle touche pour la première fois de vieux réacteurs, vétustes mais présentés comme pouvant tenir encore des décennies, comme malheureusement l'accrédite pour la France l'agence de sûreté nucléaire (ASN).

Deux ans après cette catastrophe, le nouveau gouvernement japonais tente de remettre en selle le nucléaire, et de garantir les intérêts de la multinationale Tepco, malgré la non stabilisation de la situation sur place, et les dégâts occasionnés pour des dizaines, voire des centaines d'années, dont les salariés du nucléaire et les habitants sont les premières victimes.

Mais cet aveuglement est aussi celui du gouvernement français, qui refuse d'affronter le lobby nucléaire, voire le soutient. Les marchandages d'installations nucléaires se poursuivent, le contrôle des richesses minières africaines, dont l'uranium, aussi, y compris à l'aide de la présence de l'armée française en Afrique.

Vu le retard pris, la sortie du nucléaire ne se fera pas en attendant la fin des centrales actuelles. C'est maintenant qu'il faut la décider, et planifier un plan de sortie, basé sur la sobriété et les économies d'énergie (réhabilitation

thermique des logements, normes drastiques pour les appareils électriques...), ainsi que sur le développement des énergies renouvelables (bois-énergie, chauffe-eau solaires, éoliennes terrestres et marines...).

Mais, on peut ne compter sur le bon-vouloir des entreprises pour réaliser un tel plan. La puissance publique doit reprendre la main sur notre avenir énergétique, et développer un véritable service public de l'énergie, avec l'appui de coopératives de production locale.

Dans l'immédiat, nous exigeons :

- > la fermeture immédiate des 21 réacteurs nucléaires âgés de plus de 30 ans
- > la fermeture, avant fin 2017, des 21 autres réacteurs qui approchent 30 ans
- > la fin de toute production et utilisation de matériel militaire nucléaire
- > l'arrêt de l'extraction de plutonium à La Hague et de la fabrication de MOX
- > un moratoire sur tous les projets électronucléaires en cours en France et à l'étranger, et l'organisation d'un grand débat national sur le nucléaire

La sortie du nucléaire ne peut pas se réaliser contre les travailleur-se-s du nucléaire. Inquiets pour leurs avenir, ils craignent souvent les conséquences d'une sortie du nucléaire. Un plan de sortie, et la création d'un grand service public de l'énergie doivent d'abord garantir le maintien de leur emploi et de leur salaire, l'arrêt de la précarité, en particulier pour ceux et celles travaillant dans les entreprises sous-traitantes, le droit à la formation et à l'évolution de carrière. La gestion de fin de vie des centrales, la mise en place d'économies d'énergie et le développement d'énergies renouvelables doivent être l'occasion de créer des milliers d'emplois, ce que ne garantissent pas aujourd'hui les multinationales de l'énergie.

Usagers et salarié-e-s, tous ensemble !

Signataires : Alternatifs, C&A, FASE, GA, PCOF, PG

Membres du

**FRONT
DE GAUCHE**



**convergences
et alternative**
COURANT UNITAIRE ANTICAPITALISTE

